

Les bibliothèques, outils de (re-)décentralisation du Web

Installer un relais Tor dans une bibliothèque publique ? Voilà une initiative qui peut paraître surprenante au premier abord, mais c'est ce qu'a fait la bibliothèque de Lebanon aux États-Unis dans le cadre du *Library Freedom Project*, pour garantir l'anonymat des usagers qui se connectent à Internet dans ses emprises.

Le texte de Jason Griffey traduit ci-dessous explique en quoi cette démarche fait sens dans une bibliothèque et pourquoi il deviendra sans doute même de plus en plus important que les bibliothèques s'emparent des enjeux de la protection de la vie privée et de la décentralisation d'Internet.

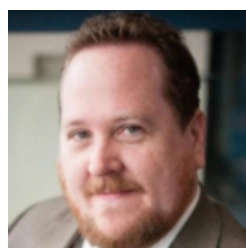
Nous remercions Lionel Maurel, alias Calimaq, pour cette présentation et surtout pour ses commentaires qualifiés et éclairants que vous retrouverez à la fin de cet article.

Les bibliothèques peuvent éviter à l'Internet des objets de subir la centralisation du Web

par Jason Griffey

Source : How libraries can save the Internet of Things from the Web's centralized fate

Traduction Framalang : Benoit, Penguin, goofy, xi



Tout le monde pense que les bibliothèques ont un rôle positif à jouer dans le monde, mais ce rôle diffère suivant que vous parliez à un bibliothécaire ou à leur tutelle. Demandez à un membre de leur tutelle ce que les bibliothèques ont en commun, et il répondra probablement : elles partagent les livres avec les gens. Les bibliothécaires auront une réponse différente : elles partagent un ensemble de valeurs. Il est temps pour les bibliothèques de défendre ces valeurs

en soutenant l'accès à Internet et en menant le combat pour conserver un Internet ouvert, libre et sans propriétaire.

Le Code d'Éthique de l'association des bibliothèques américaines dit : « Nous avons une obligation particulière de garantir la libre circulation de l'information et des idées aux générations actuelles et futures. » (1)

Cette libre circulation de l'information sur Internet est en danger à cause du renforcement de la centralisation de ces vingt dernières années. Ce qui était alors un terrain ouvert où tous les participants pouvaient exprimer leurs idées et créer des outils et du contenu dépend maintenant de plus en plus de services propriétaires fournis par des entreprises comme Facebook, Amazon, Twitter et Google. Ce n'est pas le futur qu'envisageait John Perry Barlow en 1996 lorsqu'il a écrit sa Déclaration d'Indépendance du Cyberspace :

Je déclare l'espace social global que nous construisons naturellement indépendant des tyrannies que vous cherchez à nous imposer. Vous n'avez aucun droit moral de dicter chez nous votre loi et vous ne possédez aucun moyen de nous contraindre que nous ayons à redouter.

À l'époque, Barlow, comme beaucoup d'autres, pensait que la plus grande menace sur ce monde naissant provenait des gouvernements. C'est bien plutôt le commerce et le capitalisme qui ont permis à de grandes sociétés de dominer de façon quasi totale les services majeurs sur Internet. Les romans *cyberpunks* avaient tout compris.

D'un autre côté, la décentralisation est devenue la priorité dans les domaines où l'anonymat et la sécurité sont de mise. Par exemple, Bittorrent permet la distribution de contenu d'un utilisateur à l'autre sans que l'information ne réside sur un serveur. Tor (« le routeur oignon ») est un réseau de serveurs décentralisés qui rendent anonymes les moyens de communication. Le Bitcoin est une monnaie qui ne repose ni sur des banques ni sur des gouvernements, utilisant à la place un réseau distribué de « registres » pour garder trace des transactions. Le mouvement pour la *re-décentralisation* dépend souvent de la générosité d'inconnus qui offrent une partie de leur propre infrastructure au réseau en question : bande passante, cycles de calcul ou expertise technique — s'exposant ainsi parfois à des risques personnels et professionnels importants.

Les systèmes décentralisés vont fournir l'information et les services du prochain grand virage informatique : l'Internet des objets.

Ces « objets » seront décentralisés par essence, et cette décentralisation peut être protégée contre l'accaparement si nous préparons le terrain maintenant en créant des nœuds par lesquels ces micro-réseaux vont communiquer.

L'Internet décentralisé partage les valeurs traditionnelles des bibliothèques. Les systèmes décentralisés sont de solides remparts contre la censure, le contrôle ou les intérêts d'entreprises dirigées par leurs actionnaires. Les services distribués n'ont pas de point faible centralisé — pas de prise électrique unique à débrancher, pas de serveur unique qui puisse être assigné à comparaître — donc ces services ne peuvent pas être retirés à leurs utilisateurs finaux. Leurs intérêts sont directement alignés sur ceux de leurs utilisateurs qui n'auront pas à pâtir de maîtres indifférents.

La force des systèmes décentralisés est aussi leur faiblesse. La décentralisation signifie qu'il n'est pas possible de forcer ou soudoyer une entreprise pour modifier le système afin qu'il soit plus facile à contrôler ou à espionner, mais cela signifie aussi qu'il n'existe pas d'entité capable de lutter au tribunal ou au Congrès [NdT : pouvoir législatif américain] pour défendre le système lorsqu'il est attaqué.

Les bibliothèques peuvent soutenir un système décentralisé à la fois par leurs ressources informatiques et leur pouvoir de pression. Les combats qu'elles ont menés en faveur d'une infrastructure libre, juste et ouverte pour Internet montrent que nous avons de l'influence dans la sphère politique, ce qui a tout autant d'importance que les serveurs et la bande passante.

À quoi ressembleraient des services bâtis sur les valeurs et l'éthique des bibliothèques ? Ils ressembleraient à des bibliothèques : accès universel à la connaissance. Anonymat des demandes d'information. Un soin particulier apporté aux capacités de compréhension et à la qualité de l'information. Un fort engagement pour s'assurer que les services sont disponibles à tous les niveaux de pouvoir et de privilège.

Pour prendre un exemple, la bibliothèque Kilton, à Lebanon dans le New Hampshire, a installé un relais Tor. C'est l'aboutissement d'une longue bataille pour obtenir que les bibliothèques reconnaissent que leur infrastructure a un rôle

important à jouer en faveur d'une grande idée : aider à protéger les communications du monde entier. Alison Macrina, la directrice du Library Freedom Project, et Nima Fatemi, la directrice technique, ont accompli un travail magnifique pour mener à son terme ce projet et démontrer qu'une bibliothèque peut servir aussi bien sa communauté locale que le vaste monde.



Geek expliquant le fonctionnement du routeur oignon à une bibliothécaire
(manuscrit médiéval, banque d'images BnF)

Ça n'a pas été facile, parce que la plupart des gens ne comprennent pas ce qu'est Tor ni pourquoi Tor est important dans le monde. C'est exactement pour ça que nous avons besoin que les bibliothèques montrent le chemin. Les bibliothèques devraient embrasser ce futur distribué et mettre à disposition leurs surplus de cycles et de bande passante pour mettre en œuvre les prochaines étapes de l'évolution vers un Internet décentralisé. Les bibliothèques sont l'endroit idéal pour développer ces services, car ils sont en phase avec l'éthique des bibliothèques, et celles-ci jouent ainsi pleinement leur rôle de membres de confiance au sein de leur communauté.

Tor est seulement un exemple. Les plus grande bibliothèques peuvent contribuer à l'hébergement de ressources et d'applications. Les associations de bibliothécaires peuvent parrainer des services décentralisés dans le but de les rendre accessibles, afin que les petites bibliothèques puissent les installer et les gérer facilement. Toutes les bibliothèques peuvent commencer à explorer ces possibilités, engager leurs communautés en tant qu'utilisateur de ces services, mais aussi en tant que contributeurs, par leurs compétences techniques et leurs connaissances.

Les bibliothèques — par leur position dans la communauté, leurs valeurs et leur longue expérience dans leur mission qui est de rendre l'information aisément accessible tout en protégeant les intérêts des utilisateurs — ont une position privilégiée pour nous guider sur le chemin de la *re-décentralisation* d'Internet. Les bibliothèques et les bibliothécaires ne peuvent pas se permettre de laisser passer cette occasion de nous emmener vers la prochaine étape. Ils doivent s'en emparer.

(Image: Tubes and Wires, Eddie Welker, CC-BY)

(1) On consultera également avec intérêt la charte UNESCO sur le rôle des bibliothèques



Les bibliothèques ne sont pas seulement des points d'accès à des contenus culturels ou scientifiques. Ce sont aussi depuis longtemps des lieux d'apprentissage du rapport à l'information, des espaces d'exercice de la liberté d'expression et plus généralement, du vivre-ensemble et de la citoyenneté. Les bibliothécaires américains ont été sensibilisés plus tôt à la question de la protection de la vie privée, notamment parce qu'ils ont été frappés de plein fouet par le Patriot Act après les attentats de 2001. Le texte initial prévoyait en effet la possibilité pour le FBI d'accéder aux fichiers des usagers des bibliothèques pour connaître la teneur de leurs lectures.

Les bibliothécaires américains (et notamment la puissante ALA - *American Library Association*) ont agi pendant de nombreuses années pour contester cette dérive et ériger la défense de la *privacy* (confidentialité) comme valeur majeure

pour leur profession. Par extension, la liberté d'accès à Internet en bibliothèque a fait l'objet également d'une attention particulière, notamment pour permettre aux usagers d'accéder à un internet sans filtrage au nom de l'*Intellectual Freedom* de la même manière que les bibliothèques sont censées ne pas exercer de censure sur les ouvrages acquis pour leurs collections.

Ces questions prennent de plus en plus d'importance à mesure que la surveillance de masse de la population se déploie et se renforce, sous l'action conjuguée des États et des grandes entreprises du Web. En 2014, à l'occasion de son congrès annuel qui se tenait à Lyon, l'IFLA — l'association internationale des bibliothécaires — a apporté son soutien aux 13 principes contre la surveillance de masse portés par EFF. Dans le contexte des révélations d'Edward Snowden, c'était un symbole fort qui marquait un tournant dans l'implication des bibliothécaires sur ces questions.

Malgré le cortège de lois sécuritaires adoptées en France depuis trois ans, les bibliothécaires français restent moins en pointe que leurs homologues américains dans ces débats. Néanmoins, leur implication évolue également dans un sens similaire. L'Association des Bibliothécaires de France (ABF) a adopté en 2015 une charte Bib'Lib en faveur de « l'accès libre à l'information et aux savoirs ». Ce texte est associé à un label et préconise de garantir l'accès à un internet libre et ouvert, « sans contraintes d'identification autre que ce que prévoit la loi » et dans le respect des données personnelles des usagers. Certains établissements, comme la BULAC à Paris, agissent comme des pionniers pour définir des bonnes pratiques en termes de conservation des données de connexion et d'accès à Internet. Et on commence peu à peu à voir des établissements français comme la bibliothèque de l'INSA qui organisent des *crypto-parties*.

L'un des intérêts du texte de Jason Griffey est d'établir le lien entre les enjeux de protection de la vie privée et de décentralisation d'Internet. Les bibliothèques peuvent en effet jouer un rôle important dans la formation des usagers à l'utilisation des outils et au développement de la « littératie numérique ». On espère que des passerelles pourront d'ailleurs se créer entre les bibliothèques françaises et le projet CHATONS de Framasoft, qui fait la promotion d'alternatives libres et décentralisées aux services proposés par les GAFAM.

Il est d'autant plus important que les bibliothèques jouent ce rôle citoyen que la pression sécuritaire monte en France. Suite aux attentats de novembre dernier, le

gouvernement avait annoncé un temps son intention de bloquer le WiFi public et d'interdire l'usage du réseau tor en France. Si ce genre de projets venaient à être mis à exécution, non seulement les bibliothèques françaises seraient directement impactées, mais une initiative comme le *Library Freedom Project* deviendrait impossible dans notre pays...